

# Quels sont les moyens législatifs les plus efficaces pour réduire le gaspillage alimentaire?

Cynthia Legault, LLB, étudiante à la maîtrise en droit de l'environnement

Sous la direction de **Geneviève Parent**, Professeur titulaire Titulaire de la Chaire de recherche en droit sur la diversité et la sécurité alimentaires



UNIVERSITÉ  
**LAVAL**

Faculté de droit

VERS UNE ALIMENTATION  
TERRITORIALISÉE ET DURABLE

UNE RECHERCHE PARTICIPATIVE POUR  
COMPRENDRE LE SYSTÈME ALIMENTAIRE  
DE QUÉBEC



# Questions de départ du projet

- Quels sont les politiques et documents de planification officiels, de même que les **cadres réglementaires** qui influencent, actuellement, la structuration et le fonctionnement de ce système alimentaire?
- Que fait-on des **déchets** qui sont générés?

# Documentation consultée

- Législation et réglementation (fédérale, provinciale, régionale et municipale)
- Politiques gouvernementales
- *Benchmark* de ce qui est fait ailleurs (France, Belgique, Allemagne, Etats-Unis)
- Doctrine, études et essais d'étudiants

# 1. Les dates informatives sur les produits de consommation

Quelles modifications législatives sont nécessaires pour diminuer la confusion entourant les dates inscrites sur les produits alimentaires?

- Étude du *Harvard Food Law and Policy Clinic* : Les consommateurs interprètent erronément les dates informatives apposées sur les produits alimentaires.
- En France, révision du vocabulaire utilisé pour les dates informatives sur les produits alimentaires.
- Propositions :
  - Révision du vocabulaire utilisé pour les produits périssables vs moins périssables
  - Suppression de la date « meilleur avant » au profit de la date de fabrication
  - Encadrement des délais de conservation
- **À venir:** Vérifier de quelle manière le gouvernement provincial pourrait encourager cette réforme auprès du gouvernement fédéral.

## 2. Le don alimentaire

### Quels moyens juridiques permettent d'encourager le don alimentaire?

- En France, adoption d'une *Loi obligeant le don alimentaire pour les supermarchés*
  - Déterminer si une telle loi serait pertinente au Québec...
  - Conclusion : Non. Il faut prioriser la gestion des denrées par une organisation des ressources nécessaires.
- Donner plus de marge de manœuvre aux supermarchés par l'adoption d'une ***Loi interdisant de jeter les invendus***
  - Permet de choisir la façon de ne pas jeter : faire un don, liquider les invendus, composter, vendre à une entreprise de transformation, etc.
- Rappeler la protection juridique pour les donateurs d'aliments au Québec
- Les normes de salubrité vs les initiatives citoyennes (ex. frigo commentaire dans les restaurants)

### 3. La revalorisation des matières résiduelles organiques

Par quels moyens juridiques est-il possible de contraindre les municipalités à mettre sur pied un système de revalorisation des matières résiduelles organiques?

- Règlement provincial interdisant l'enfouissement de matières organiques
  - Un des objectifs du *Plan d'action 2011-2015 sur la GMR* était de bannir l'enfouissement des matières putrescibles d'ici 2020 → **reporté à 2022**
  - Règlement de la Nouvelle-Écosse interdisant l'enfouissement des matières organiques (1995)
  - San Francisco: des frais additionnels pour des quantités d'ordures excédant un certain seuil
  
- Troisième voie de collecte à l'échelle de la CMQ